



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
UID37/41 Cité administrative - Porte J  
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723  
41007 Blois

Blois, le 14/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (AP 2016)**

La Michellerie  
(ex LAFARGE GRANULATS)  
28150 Prasville

Références : 2025-00100  
Code AIOT : 0010013330

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (AP 2016) implanté Les Grands Réages Chemin des Longs Réages 41240 Villerrmain. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE (AP 2016)
- Les Grands Réages Chemin des Longs Réages 41240 Villerrmain
- Code AIOT : 0010013330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière SMB "la Vallée de Thorigny et Grand-Réages" est située sur le territoire des communes de Villerrmain (41) et de Baccon (45). C'est une carrière de calcaire autorisée par les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral n° 41-2016-10-17-003 du 11 octobre 2016. Par un arrêté inter-préfectoral n°41-2021-07-23-00002 du 23 juillet 2021 l'autorisation précitée a été mutée de la société Lafarge-Holcim Granulats à la société des Matériaux de Beauce (SMB) .

La surface autorisée est de 23 ha 62a 66 ca pour une surface exploitable de 18 ha 83 18 ca.

Les capacités annuelles d'extraction autorisées sont de 94 000 tonnes en moyenne et de 200 000 tonnes au maximum.

Les matériaux ne sont pas traités sur l'emprise même de la carrière, mais su l'installation de " l'Esperance ", contiguë qui dispose de sa propre autorisation, et qui traite également les matériaux de la seconde carrière SMB "la Vallée des Mouises", voisine de celle visitée et autorisée en 2011.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article Article 9.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi faune flore	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Garantie financière	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 4	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneautage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation,

<p>l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, il a été constaté la présence d'un panneau d'affichage indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Aménagements préliminaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II section 1 article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Bornes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</p> <p>2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, il a été constaté la présence de bornes.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Auto surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article Article 9.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi, interprétation et diffusion des résultats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivi, interprétation et diffusion des résultats</p> <p>Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du , notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et</p>

analyses imposées au . Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé chaque année avant le 1er février avec le plan d'exploitation et ses annexes visés à l'inspection des installations classées.

**Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'ont, en cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration.

Dans le cas où les résultats respectent les valeurs limites fixées par le présent arrêté la transmission est faite chaque année (ou tous les 3 ans) avant le 1er février avec le plan d'exploitation et ses annexes visés à l'inspection des installations classées.

Les résultats sont également tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

**Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux de vibrations**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'ont, en cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration.

Dans le cas où les résultats respectent les valeurs limites fixées par le présent arrêté la transmission est faite chaque année avant le 1er février avec le plan d'exploitation et ses annexes visés à l'inspection des installations classées.

Les résultats sont également tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

### **Constats :**

Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, il a été demandé de consulter le rapport d'autosurveillance. Ce rapport a fait l'objet d'une transmission à l'inspection.

Sur les 7 piézomètres : Le suivi des paramètres des piézomètres étaient absent du rapport mais le suivi des différents paramètres a pu être consulté. Il est à noter l'absence de dépassement.

Sur le volet acoustique : Un suivi a été réalisé en janvier 2024 en limite de l'emprise de la carrière, et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER). Il est à noter qu'il y a eu 2 dépassements constatés.

Dépassement 1 : sur le point S10 (en limite de l'emprise carrière), il a été constaté le dépassement de la valeur réglementaire de 55 dB (A) avec une mesure de 55.5 dB (A) pour le LAeq.

Dépassement 2 : sur le point S9 (à l'extérieur de la carrière), il a été constaté un dépassement de l'émergence autorisée de 6 dB (A) avec une émergence de 7.5 dB(A).

C'est 2 anomalies n'ont pas fait l'objet de commentaires ni de propositions d'amélioration ou de mesures correctives.

Sur le volet poussières : un suivi a été réalisé en 2023, en 2 campagnes. Il n'a pas été constaté de dépassement du seuil réglementaire.

Il est demandé à l'exploitant de joindre au rapport d'autosurveillance un extrait des mesures des différents paramètres sur les piézomètres et de compléter son rapport lorsque des dépassements

sont constatés en incluant des commentaires et proposant des pistes d'améliorations.

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des dépassements acoustiques et de proposer des pistes d'améliorations.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Suivi faune flore

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.4.2

**Thème(s) :** Autre, Suivi faune flore

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place à l'échelle de la carrière un suivi de la population de Pélodyte ponctué, espèce patrimoniale pour la région CVL.

Ce suivi est réalisé par une structure naturaliste choisie par l'exploitant.

Par ailleurs, pendant la durée d'exploitation, l'exploitant organise avec l'appui d'un organisme compétent de son choix, la gestion extensive de la pelouse calcicole situé au Sud de l'emprise du site.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement qu'un suivi du Pélodyte ponctué était fait par le bureau d'étude IEA depuis 2017. Ce bureau d'étude n'a pas réalisé récemment le suivi et l'exploitant doit contractualiser avec un nouveau prestataire.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le suivi déjà réalisé de la population de Pélodyte ponctué et de poursuivre le développement de la gestion extensive de la pelouse calcicole, comme demandé dans l'AP.

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du suivi de la population de Pélodyte ponctué sur l'année 2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Garantie financière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 1.6.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

article 1.6.2.1 : Carrières en fosse ou à flanc de relief :

Périodes [...]	S1(ha)	S2(ha)	S3 (ha)	Total en Euros
3	3.5	7.5	0.8	350 267 €

**Constats :**

Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, il a été constaté que les éléments transmis à l'inspection en même temps que le rapport d'autosurveillance correspondaient aux données de garanties financières de "la vallée des Mouises" et non de "la Vallée de Thorigny et Grand-Réages".

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justifications de la mise en place des garanties financières pour la carrière de "la Vallée de Thorigny et Grand-Réages" qui a été autorisé par l'arrêté inter-préfectorale n° 41-2016-10-17-003 du 11/10/2016.

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la constitution des garanties financières pour la carrière autorisée le 11/10/2016.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Extraction L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 28 janvier 2025, il a été constaté que l'avancement de la carrière au terme de 8 années d'activité n'était pas conforme au phasage prévu par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a informé l'inspection que seuls 25% de la phase 1 avait été exploité du fait de travaux archéologiques qui viennent de s'achever sur le 1er secteur de la carrière soumis à fouille archéologique. Pour information, 3 zones sont identifiées comme ayant un potentiel archéologique.  <b>Le phasage d'exploitation n'est pas respecté (retard). L'exploitant devra solliciter auprès de l'autorité préfectorale une modification du phasage d'exploitation accompagné d'un nouveau calcul des garanties financières</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois